



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

brevets

Question écrite n° 49910

Texte de la question

M. Christian Estrosi attire l'attention de M. le ministre délégué chargé des affaires européennes sur l'accord intergouvernemental mettant fin à l'obligation de traduction des brevets européens en français. En effet, le 16 octobre prochain, devrait avoir lieu la signature d'un accord en matière de traduction et de juridiction concernant les brevets européens. L'article premier du projet d'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur le brevet européen prévoit : « Tout Etat partie au présent accord ayant une langue officielle en commun avec l'Office européen des brevets renonce aux exigences en matière de traduction. » Une telle disposition est de nature à porter atteinte à l'usage de la langue française dans le monde et en Europe, au sein de laquelle elle est une des langues officielles. Le monde de la francophonie représente en effet plus de cinquante pays et plus de 600 millions d'habitants, soit un dixième de la population mondiale. Par ailleurs, l'article 2 de la Constitution précise que la langue de la République est le français. Enfin, concernant les brevets proprement dits, ils sont près de 100 000 à être déposés en France. 85 % d'entre eux appartiennent à des étrangers, dont 92 % sont déposés majoritairement en anglais puis en allemand. L'accession aux brevets n'impose pas que la France abandonne l'utilisation de la langue française. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui préciser l'état d'avancement de la négociation de cette convention, et s'il a sollicité à cet effet les représentants de la profession.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre délégué chargé des affaires européennes sur la question de la traduction des brevets européens en français. Le coût élevé du brevet européen constitue un frein à l'innovation et à la compétitivité européenne. C'est la raison pour laquelle la France a lancé en juin 1999 une conférence intergouvernementale visant à modifier la convention de Munich sur le brevet européen, avec pour objectifs, d'une part, la réduction des coûts supportés par les inventeurs lorsqu'ils ont recours à l'Office européen des brevets et, d'autre part, l'amélioration de la sécurité juridique des brevets. Un groupe de travail a été mandaté pour faire des propositions visant à diminuer de moitié les frais liés aux traductions, qui représentent le premier poste de dépense dans la procédure d'obtention d'un brevet européen. Les travaux de ce groupe ont révélé que la proposition française de limiter les exigences de traduction à la seule production d'une traduction partielle n'était pas soutenue par les autres délégations. En revanche, il s'est dessiné un mouvement en faveur de l'abandon complet des exigences de traduction, pour peu que le brevet soit disponible en anglais. Un tel dispositif était bien évidemment inacceptable au regard de la politique de défense de la langue française. Aussi le Gouvernement a-t-il donné instruction à notre délégation au sein de la conférence intergouvernementale de s'y opposer. Cette attitude ferme a permis l'adoption d'un compromis plus satisfaisant au regard des deux impératifs qui ont guidé notre démarche : l'amélioration de la compétitivité européenne et la défense de la langue française. En effet, l'accord additionnel facultatif issu des travaux du groupe prévoit désormais un régime fondé sur les trois langues de travail de l'Office européen des brevets, dont le français. Cet accord offre les garanties souhaitées pour la préservation de la place du français. Il prévoit que tout pays peut continuer à exiger la traduction des revendications, partie la plus significative du fascicule du brevet. En outre,

selon l'interprétation souhaitée par la France, il ménage la possibilité pour les Etats qui le souhaitent de faire assurer la traduction du fascicule du brevet à leurs propres frais. Pourtant, en dépit de ces garanties, l'accord suscite, dans les milieux intéressés, de nombreuses interrogations, voire des inquiétudes, auxquelles le Gouvernement est très sensible. Aussi, à la conférence intergouvernementale qui s'est tenue les 16 et 17 octobre 2000 à Londres, notre délégation conduite par le secrétaire d'Etat à l'industrie a annoncé qu'elle ne pouvait à ce jour envisager la signature de l'accord proposé. Le Gouvernement entend poursuivre ses consultations, en sollicitant toutes les parties intéressées : parlementaires et élus, entreprises et chercheurs, avocats, conseils en propriété industrielle, académies. C'est à la lumière de ces résultats que le Gouvernement arrêtera sa position à l'égard de l'accord, au plus tard le 30 juin 2001.

Données clés

Auteur : [M. Christian Estrosi](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 49910

Rubrique : Propriété intellectuelle

Ministère interrogé : affaires européennes

Ministère attributaire : affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 août 2000, page 4629

Réponse publiée le : 25 décembre 2000, page 7311